Libérez nos camarades condamnés pour l'exemple

Fin août, à la suite d'une pétition à la caserne des Vernets à Genève, 4 recrues sont inculpées de menées contre la discipline militaire.

Aujourd'hui 5 civils qui ont distribué un tract devant la caserne des Vernets sont inculpés d'"incitation à la violation des devoirs militaires". (Le texte de ce tract est reproduit au verso). Ils sont emprisonnés à Lausanne par un juge d'instruction militaire, le capitaine Michon député radical au Grand Conseil vaudois.

Ces événements interviennent après qu'une série de faits se soient produits dans et hors de l'armée cet été : Perquisition et arrestation des rédacteurs du journal anti-militariste "Offensiv" à Zurich. 3 mois de prison pour un militant d'Aarau accusé d'avoir distribué des tracts aux portes d'une caserne. 20 recrues sanitaires condamnés à des arrêts disciplinaires à Lausanne après différents faits (boycott de la cantine, distribution de tracts, grève de la faim ...).

Ces événements marquent un nouveau pas dans l'escalade de la répression. C'est la première fois que des civils sont emprisonnés sans procès pour avoir distribué des tracts. C'est la première fois depuis la dernière guerre, que le code pénal militaire est appliqué à des civils.

L'armée cherche à maintenir un contrôle absolu sur les soldats, afin de pouvoir garantir en tout temps son rôle d'appareil répressif.

Pour cela, elle multiplie les procès et mesures disciplinaires arbitraires ainsi que les déclarations fracassantes : " La perte de prestige de notre armée auprès de la jeunesse ne peut plus être tolérée" (Gnaegi, chef du Département militaire fédéral).

Pour une armée qui se prétend "la plus démocratique du monde", faire circuler une pétition constitue une incitation à la désobéissance justifiant un tribunal militaire.

Pour une armée qui se prétend "la plus démocratique du monde", distribuer des tracts devant une caserne est un délit contre la discipline militaire qui permet de traîner des civils devant un tribunal militaire.

- Mise en liberté immédiate des 5 civils!
- Levée des inculpations portées contre les 4 soldats et les 5 civils!
- Contre les tribunaux militaires - A bas les tribunaux d'exception
- Soutenons les revendications des soldats

1e 18 octobre 1972

Le tract incriminé

A PROPOS DE NOS REVENDICATIONS

Lundi matin, la pétition signée par les recrues romandes est parvenue au commandement de l'école. Lundi après-midi déjà, un officier indiquait dans un discours ce qu'il en pensait. En résumé : "c'est illégal et c'est con!"

L'argument de l'illégalité est mensonger. Il est vrai que la plainte collective est interdite par le règlement de service, mais la pétition est un droit garanti par la Constitution. Art.57: "Le droit de pétition est garanti".

En réalité, ce mensonge (ou peut-être cette ignorance) est une tentative d'intimidation. Une pétition concernant par ex. une amélioration du menu ne soulèverait pas de telles réactions. En effet, les revendications que nous avons avancées :

- heures de sommeil en suffisance
- semaine de 5 jours
- pause garantie
- sorties garanties
- pas d'arrêts disciplinaires pendant le week-end

enlèvent aux officiers une grande part des moyens habituels qui leur assurent l'obéissance et la soumission des soldats. Etant donné la vie de caserne, les pauses, les sorties, les week-end prennent pour nous une grande importance. Or, les officiers disposent de ce pouvoir exorbitant: ils peuvent nous supprimer les moments de répit où nous échappons à leur contrôle directe.

En résistant à ce chantage, nous acquérons une grande autonomie. La hiérarchie militaire a de la peine à nous endoctriner. Lorsque les "théories" sur la défense nationale, et sur l'école de recrues comme "école de caractère" ne font plus d'effet, les chefs militaires sont obligés d'utiliser la coercition, la peur, le chantage, l'épuisement physique. Mais si l'instruction militaire était réellement au service de tout le monde, alors il n'y aurait pas besoin de mettre sur pied un tel arsenal répressif contre les soldats.

Qu'est-ce qui est con dans cette affaire ? La pétition des soldats qui vise à mieux contrôler leur temps et leur individualité ou l'ordre militaire qui cherche à les manipuler à tout prix s'il le faut, même en passant par-dessus les droits constitutionnels ?+)

Au vu de ces éléments, la réaction des supérieurs face à la pétition se réduit à des manoeuvres d'intimidation afin de nous empêcher de continuer l'action engagée.

C'est pourquoi il est important de continuer à discuter entre nous de tout cela, il est important de ne pas nous laisser isoler, il est important de resserrer les liens entre recrues romandes et suisse-allemandes chez qui la pétition circule actuellement.

Nous ferons connaître nos revendications dans d'autres écoles de recrues!!

Le numéro 2 du journal "CA IRA" est en préparation!!

Quelques recrues

+) Nous n'en voulons pas au plt Pittet personnellement, mais aux positions qu'il soutient, qui sont celles d'une fraction dure de l'armée suisse et qui visent à empêcher systématiquement les soldats de discuter leurs conditions de vie en caserne et d'exprimer leurs revendications.

Quelle armée? Au service de qui?

9 novembre 1932 : l'armée tire contre les travailleurs
13 morts, 65 blessés
pour quelle raison : a) le peuple protestait contre les menées
des fascistes à Genève
b) la bourgeoisie et son Etat espérait briser la volonté de lutte populaire, en appuyant les mouvements d'extrême-droite.

Et aujourd'hui ? Que devient cette armée ? Son rôle est-il différent ?

La nouvelle stratégie militaire met systématiquement l'accent sur le rôle de l'armée pour supprimer les troubles intérieurs.

En plus, l'Etat met sur pied la défense totale pour prévenir les luttes à travers l'embrigadement de toute la population et la planification des forces de répression.

A Genève, la justice militaire veut faire condamner 4 recrues et 5 civils qui n'ont fait pourtant qu'exercer leurs droits. A travers un journal, puis avec une pétition, ils ont avancé certaines revendications. Parce que celles-ci révèlent l'arbitraire, l'oppression et le rôle policier de l'armée, la justice militaire veut faire condamner 4 d'entre elles ... pour l'exemple.

Le mouvement de revendications contre une armée policière se retrouve à Lausanne, à Sion, à Collombier, à Aarau, etc.

Partout les autorités militaires ont eu comme seul réflexe de casser et de réprimer pour que n'apparaisse pas clairement la fonction réelle que ces autorités attribuent à l'armée.

L'armée et les travailleurs

La troupe est pour l'essentiel composée de travailleurs. Or, depuis 1870, on compte au moins 25 interventions de l'armée contre les ouvriers (Zurich et Bâle). Par ailleurs, on compte moins de 1% d'officiers provenant des couches laborieuses. Aucun officier supérieur.

En 1932, ce n'est pas la troupe qui voulait tirer sur une foule désarmée. Ce sont les officiers, fidèles gardiens des classes privilégiées, qui ont organisé le massacre en trompant les soldats.

L'armée et l'école

Ecole de recrues, comme son nom l'indique, est une école qui prolonge l'embrigadement des écoles précédentes.

Par rapport aux écoles d'apprentissage, elle doit renforcer l'esprit de soumission par rapport à l'ordre établi : il est normal qu'il y ait des patrons et des travailleurs
des officiers et des soldats
des exploités et des exploités
des dominants et des dominés.

Par rapport aux écoles dites supérieures (collège, université) l'école de recrues doit faire sortir les éléments sains qui vont devenir les officiers encadreurs d'une part, et permettre de repérer les "contestataires", soit pour les briser, soit pour les neutraliser.

Armée et population

Si l'armée - et c'est sa fonction dernière - sert à la répression de la classe ouvrière et ses alliés;

Si l'armée sert à encadrer la jeunesse (apprentis, jeunes travailleurs, collégiens, étudiants, etc.) et à la mater s'il le faut (répression aux Vernets)

La bourgeoisie assigne à son Etat une autre fonction, celle de préparer la population à voir l'armée intervenir comme en 1932, 1918, etc.

Pour cela, l'Etat bourgeois dans le cadre de la défense totale dépense des millions (extorqués sur le dos des travailleurs par le biais des impôts)

- Remaniement de l'EPGS qui devient "Jeunesse et Sport"
- Démonstration coûteuse anti-aérienne
- Occupation des aéroports civils par l'armée (avec l'appui et les bravos de la presse et de la T.V.)
- Edition du livre "Défense civile"
- Edition du livre "Le Livre du Soldat".

De toutes ces manifestations, la plus éclairante est certainement la publication "Défense civile".

Tout le contenu de cette brochure publiée à grand frais par le Département fédéral de justice et police à la demande du Conseil fédéral est centré autour de la mise en garde du "Brave Suisse" contre les "idéologies" de lutte de classe, qu'elle désigne comme répandue au sein de la mère-patrie par une "puissance étrangère"!!

- Contre la défense totale, lutte de classe totale
- Levée des inculpations
- Solidarité avec les camarades inculpés par des tribunaux militaires ou civils
- Développement du travail anti-militariste
- A bas les tribunaux civils et militaires qui répriment les luttes contre l'armée de classe

MANIFESTATION

jeudi 9 novembre 18 h.

Place Neuve

REUNION DE PREPARATION SAMEDI 4 NOVEMBRE A 14 H 30

MAISON DES JEUNES 5 RUE DES TERREUX DU TEMPLE

COMITE DE SOUTIEN AUX LUTTES ANTIMILITARISTES